

Revenu agricole en 2017, un redressement très attendu

Après plusieurs années en baisse, en particulier 2016, le RCAI connaît une forte progression en 2017

En 2017, le Résultat Courant Avant Impôts (RCAI) moyen des exploitations agricoles de moyenne et grande taille en Normandie atteint 36 450 €, soit 25 150 € par unité de travail annuel non salarié (UTANS). Il progresse de près de 75 % par rapport à 2016, plaçant la Normandie au 5^{ème} rang des régions françaises pour l'évolution du revenu agricole.

En France, le RCAI moyen par exploitation s'élève à 38 370 €. Il se redresse de 40 % par rapport à 2016 pour retrouver un niveau proche de celui observé sur la moyenne des dix dernières années. Cette progression s'explique essentiellement par les bons résultats des exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux et en polyculture-élevage, très affectées par les accidents climatiques de 2016.

Après une chute importante en 2016, due à un contexte climatique et économique défavorable aux cultures, la production agricole se redresse en 2017.

En valeur, elle s'élève en moyenne par exploitation à 225 700 €, en Normandie, toutes orientations productives confondues, soit une hausse de 6 % par rapport à 2016. Hormis pour les éleveurs de bovins viande et les cultures générales, l'ensemble des productions en bénéficie de façon plus ou moins marquée selon les productions (entre 7 et 11 %).

Malgré une diminution des coûts en engrais, les charges d'exploitation restent stables et la valeur ajoutée augmente de 29 %. L'excédent Brut d'Exploitation (EBE) s'établit dans

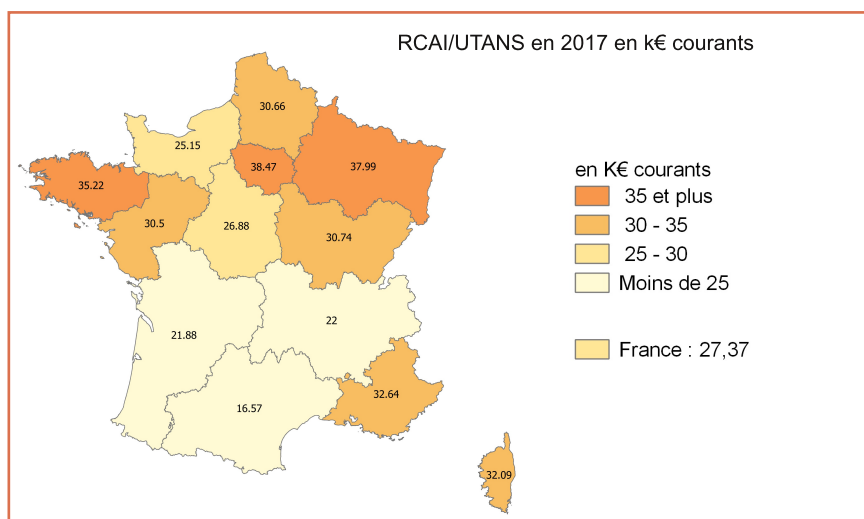
la région à 79 800 € en moyenne par exploitation, soit une hausse de 25 %, contre 16 % au niveau national.

Au final, le résultat courant avant impôt par unité de travail non salarié (RCAI/UTANS) moyen des exploitations normandes se place 8 % en dessous de la moyenne métropolitaine.

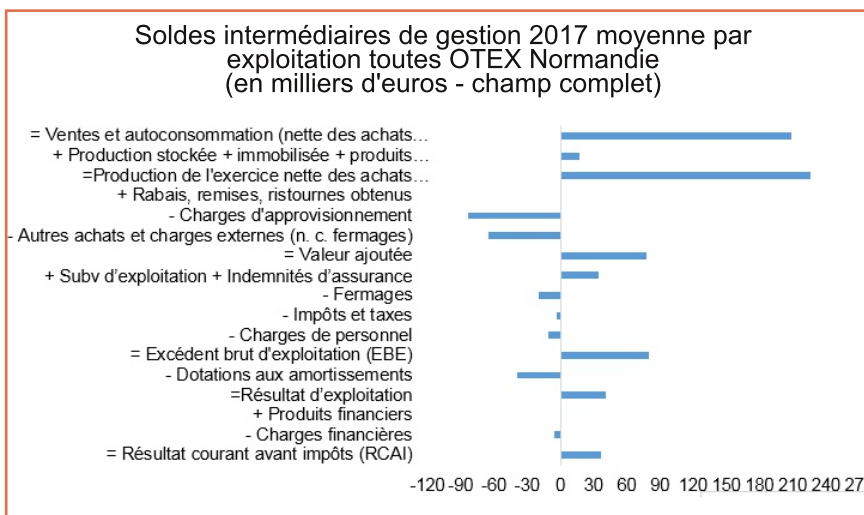
Selon les orientations de production,

les résultats économiques sont hétérogènes. Ils se redressent pour les exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux, en bovins lait, en bovins mixtes et en polyculture-polyélevage.

Les évolutions sont moins favorables pour les éleveurs de bovins viande qui connaissent une baisse de leur EBE de 24 %. Quant aux cultures générales, leur progression est moins spectaculaire.



Source : Agreste - RICA



Source : Agreste - RICA

Céréales et oléoprotéagineux : de bons résultats qui ne permettent pas de retrouver le niveau de 2015

Malgré les conditions climatiques, les cultures céréalières ont bien résisté au manque de pluie, aux fortes chaleurs et aux épisodes de gel. De bons rendements ont été obtenus en 2017 : 84 q/ha en moyenne pour le blé (+ 34 % par rapport à 2016), 73 q/ha pour l'orge et 40 qt/ha pour le colza (+ 20 % chacun par rapport à 2016).

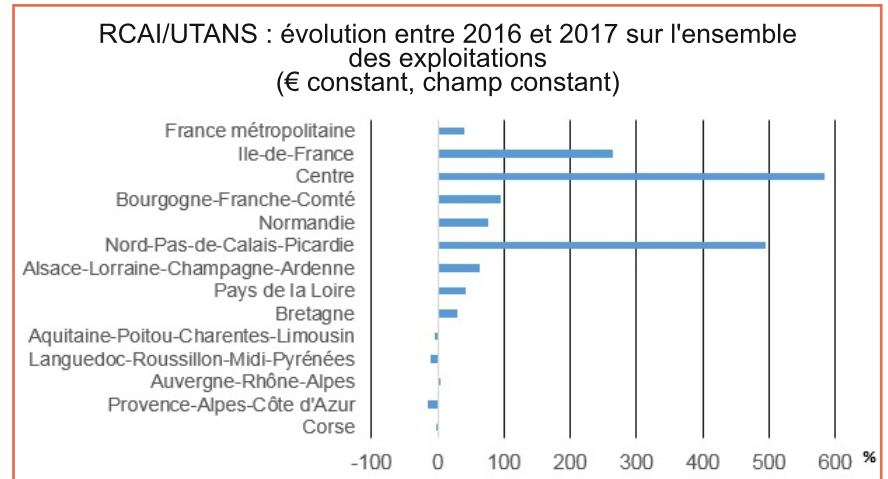
Avec ces bons rendements mais des cours des céréales plutôt stables, la production de l'exercice progresse de 11 %. Cette hausse ne permet toutefois pas de rattraper le niveau de 2015. Les charges d'approvisionnement des exploitations spécialisées en COP continuent leur baisse (- 7 % par rapport à 2016), conséquence du repli des coûts d'engrais et des produits phytosanitaires. Dans ce contexte, la valeur ajoutée se redresse très fortement en 2017 (+ 60 %) sans pour autant retrouver le niveau de 2015.

L'EBE s'élève à 50 800 € soit une hausse de 43 % par rapport à 2016. Après une année 2016 très basse (5 500 €), le RCAI par UTANS atteint 14 450 €. Il reste toutefois inférieur de 23 % à celui de 2015.

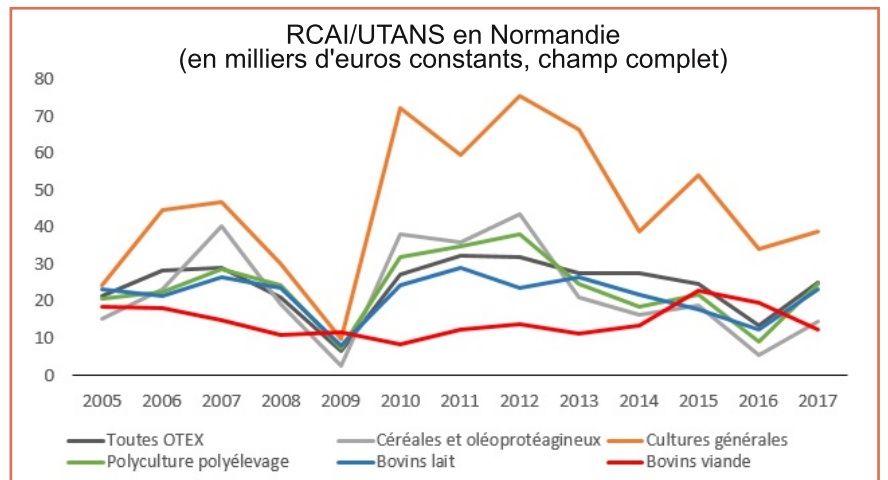
Cultures générales : 2017, des rendements exceptionnels en betterave sucrière et pomme de terre

2017, année de fin des quotas betteraviers, est marquée par une augmentation des surfaces en betteraves de 40 % et un rendement à la hausse de 18 % (+ 15 % par rapport à la moyenne décennale).

Le rendement en pomme de terre est également exceptionnel (+ 16 % par rapport à la moyenne décennale) mais l'abondance de l'offre entraîne la baisse des cours. En 2017, les surfaces en lin atteignent près de 61 000 ha. Malgré une récolte de bonne qualité, on observe une chute du rendement de 10 %.



Source : Agreste - RICA



Source : Agreste - RICA

En dépit de la hausse globale des rendements, la production de l'exercice reste stable. L'abondance des récoltes ne suffit pas à compenser la baisse des prix, en particulier de la pomme de terre, qui ne représente pourtant que 7 % de la SAU totale.

La baisse des charges, en particulier en engrais et amendements (- 13 %), permet un léger redressement de l'EBE. Celui-ci s'élève à 103 600 €, soit une hausse de moins de 2 % par rapport à 2016.

Le RCAI par UTANS des exploitations de grandes cultures évolue de 9 % pour atteindre 38 600 €.

Bovins lait : des résultats qui se redressent portés par la revalorisation des prix

Les producteurs laitiers profitent du relèvement du prix du lait au cours du deuxième semestre. Grâce à cette revalorisation moyenne de

12 %, la production de l'exercice augmente en moyenne de 9 %.

Avec une augmentation de la production et une stabilité des charges d'approvisionnement, la valeur ajoutée s'élève à 71 430 €, ce qui contribue à une hausse de l'EBE de 28 % pour atteindre 79 790 €. Le RCAI par UTANS est quant à lui valorisé de 80 % et s'élève à 23 000 €. Après plusieurs années en nette progression, le poids de l'endettement, reflet de la conjoncture, recule de 30 %.

Bovins viande : des éleveurs en situation fragile

L'année 2017 est marquée par un contexte climatique défavorable à la production de viande bovine. La production de l'exercice des exploitations de cette orientation diminue de 14 %. En métropole, cette baisse n'est que de 2,6 %. Malgré la baisse du coût des engrais (- 17 %) et des produits vétérinaires (- 5 %), les charges

d'approvisionnement augmentent (+ 6,5 %).

Cette augmentation est principalement due au déficit de pousses de prairie (*) durant l'été 2017, ayant conduit les exploitations bovins viande à l'achat d'aliments concentrés (+ 25 %), ces achats représentant 30 % des charges d'approvisionnement.

La valeur ajoutée baisse ainsi de 50 % pour atteindre une valeur de 8 580 €. L'EBE se rétracte de 24 % se situant à 32 260 €. Le RCAI par UTANS atteint 12 180 € soit une chute de 38 %. Il serait négatif (- 17 550 €) sans les subventions d'exploitation. Il n'avait pas atteint un niveau aussi bas depuis 2013 (4^{ème} année la plus basse depuis 2005).

Polyculture/polyélevage : la variété des ateliers permet l'évolution de leur résultat

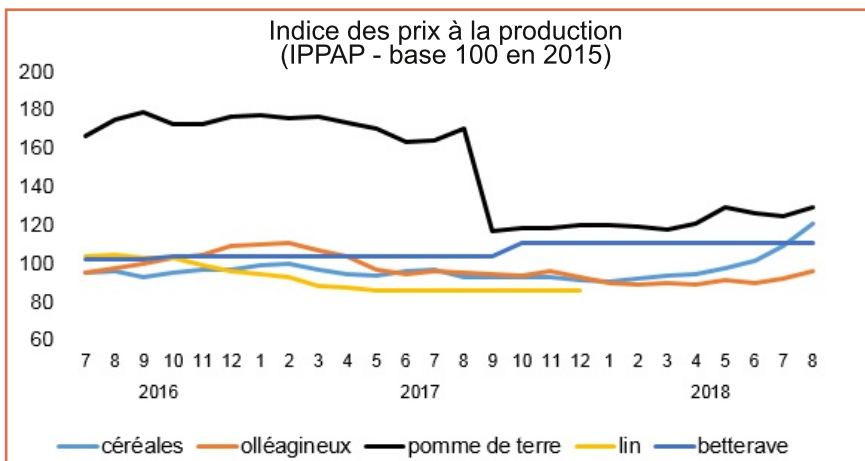
Généralement, les ventes des exploitations de polyculture poly-élevage sont constituées à parts égales par les productions végétales et les productions animales. Les polyculteurs polyéleveurs profitent ainsi des hausses des divers ateliers : la production de l'exercice augmente de 9 %. La hausse des carburants est compensée par la baisse des charges en engrais, stabilisant ainsi les charges d'approvisionnement par rapport à 2016.

Avec une augmentation de 35 %, la valeur ajoutée revient à son niveau de 2015, tout comme l'EBE (+ 27 %) qui s'établit à 84 600 €.

Le RCAI/UTANS remonte de 137 % pour atteindre 24 770 €.

Focus sur les charges courantes

Le montant des charges courantes diminue pour l'ensemble des productions entre 5 et 10 % par rapport à la moyenne des 5 dernières années. La composition des charges courantes évolue peu. Quelle que soit la production, les consommations intermédiaires représentent près de 60 % des charges courantes, le reste se partage de façon à peu près égale entre les dotations aux

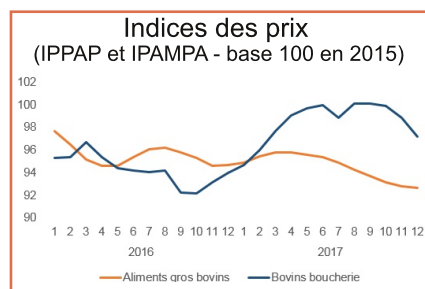
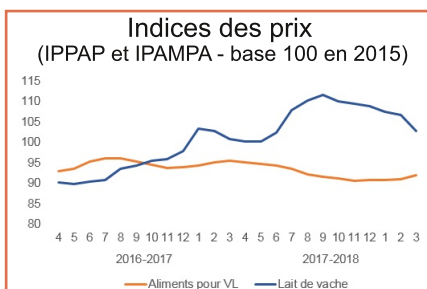


Source : INSEE

Produit brut à l'ha de surface cultivée en Normandie (OTEX cultures générales - k€ constant/ha - champ complet)

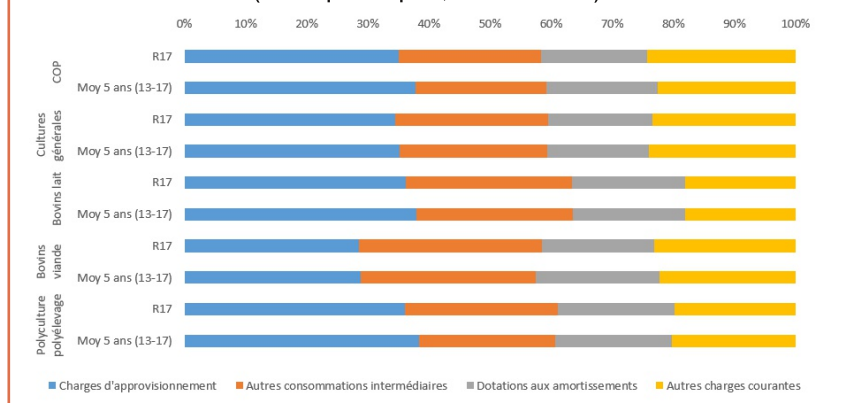
	2015	2016	2017
blé tendre	1,4	1,1	1,4
orge	1,2	0,9	1,1
colza	1,6	1,2	1,6
betterave sucrière	2,4	2,2	2,5
pomme de terre	8,4	9,4	7,2

Source : Agreste - RICA



Sources : INSEE

Répartition des charges courantes selon l'OTEX en Normandie (champ complet, € constants)



Source Agreste : RICA

amortissements et les autres charges courantes.

Les consommations intermédiaires sont composées pour 60 % des charges d'approvisionnement pour toutes les productions mis à part les bovins viande, pour lesquels les charges d'approvisionnement représentent la moitié des consom-

mations intermédiaires.

Elles sont en légère diminution par rapport à la moyenne quinquennale. Pour les exploitations orientées vers les productions végétales, les engrais et les produits phytosanitaires constituent les deux tiers des charges d'approvisionnement.

Charges courantes en 2017 selon l'OTEX en Normandie

	COP	Grandes cultures	Bovins lait	Bovins viande	Polyculture polyélevage
Charges d'approvisionnement	58,3	101,8	76,2	24,0	83,6
Autres consommations intermédiaires	46,6	85,0	63,6	29,5	66,6
Dotation aux amortissements	29,0	50,5	38,7	15,4	44,1
Autres charges courantes					
dont fermages	20,3	32,9	17,1	10,0	21,4
dont impôts et taxes	2,6	5,9	2,3	1,5	2,8
dont charges de personnel	4,1	14,4	5,7	1,1	7,5
dont charges financières	5,3	5,3	6,4	2,5	6,0

Source Agreste : RICA (Champ complet milliers d'€ courants)

Dans les exploitations tournées vers les productions animales, les aliments pour le bétail sont prépondérants. Ils représentent plus d'un tiers des charges d'approvisionnement pour les bovins viande et près de la moitié pour les bovins lait. Cette répartition est plus homogène pour les polyculteurs polyéleveurs : les engrais et les produits phytosanitaires, tout comme les

aliments pour le bétail, pèsent pour un tiers chacun. Les autres consommations intermédiaires portent principalement sur les travaux pour cultures et élevages et l'entretien des bâtiments et du matériel : plus de 50 % pour l'ensemble des productions jusqu'à 70 % pour les cultures en céréales et oléoprotéagineux. Cette charge tend à diminuer pour l'ensemble des productions excepté pour les cultures

de céréales et oléoprotéagineux où une légère hausse est constatée par rapport à la moyenne des cinq dernières années. La part des honoraires (vétérinaires et autres honoraires) est la plus élevée chez les bovins viande (20 % et entre 10 et 15 % pour les autres productions), mais le montant est plus faible que dans les autres productions.

Méthodologie

Les résultats économiques présentés pour l'année 2017 sont établis à partir des données techniques et comptables collectées chaque année sur un échantillon d'exploitations agricoles moyennes et grandes (c'est-à-dire dont la production brute standard est supérieure à 25 000 €) dans le cadre du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) du Service de la Statistique et de la Prospective.

En France métropolitaine et pour l'année 2017, l'échantillon comprend 7 282 exploitations, dont 406 en Normandie.

Les résultats sont diffusés si le nombre d'exploitations de l'échantillon RICA est supérieur à 20.

Le principal indicateur économique utilisé ici est le résultat courant avant impôts par actif non salarié (RCAI/UTANS). Il est calculé à partir de la valeur de la production de l'exercice, augmentée des subventions, diminuée des consommations intermédiaires et des autres charges (salaires, impôts fonciers, frais financiers...), ainsi que d'une estimation de la dépréciation des actifs immobilisés (amortissements). Les impôts au titre des bénéfices ou des revenus d'activité ne sont pas pris en compte.

Les charges d'exploitation comprennent les approvisionnements (engrais, semences et plants, aliments pour animaux, carburants), les travaux et services, les achats divers, les assurances, les frais de personnel salarié, les fermages, les impôts (hors impôts au titre des bénéfices ou des revenus d'activité) et taxes, les dotations aux amortissements.

Le taux d'endettement est défini par le rapport des dettes et de l'actif.

L'annuité est constituée par les remboursements d'emprunts à longs et moyens termes et les charges financières afférentes.

Les comparaisons interannuelles sont, sauf mention contraire, calculées sur un échantillon constant constitué d'exploitations présentes à la fois en 2016 et 2017. Les données sont exprimées en euros constants (corrigées de l'évolution de l'indice du prix du produit intérieur brut entre 2016 et 2017).

Les séries longues présentent les valeurs sur l'échantillon complet en € 2017 (valeurs réelles).

OTEX : Orientation Technico Economique des Exploitations ou spécialisation

Site AGRESTE : <http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/reseau-d-information-comptable/>

Site DRAAF Normandie : <http://draaf.normandie.agriculture.gouv.fr/Chiffres-cles>

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

Directrice de publication : Caroline GUILLAUME

Rédacteur en chef : Michel DELACROIX

Composition et impression : SRISE

Dépôt Légal : à parution

I.S.S.N. : 2496-9869

SERVICE REGIONAL DE L'INFORMATION STATISTIQUE
ET ECONOMIQUE DE NORMANDIE

2 rue Saint-Sever - BP 36006 - 76032 ROUEN CEDEX

tél. : 02.32.18.95.93 - fax : 02.32.18.95.97

mél : srise.draaf-normandie@agriculture.gouv.fr

www.draaf.normandie.agriculture.gouv.fr